



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE,  
DE L'AGRO-ALIMENTAIRE  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
ALIMENTAIRE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Sous Direction de la Logistique et du Patrimoine

### ANNEXE F : Droits d'Auteur

*Mission Scan to BIM — Relevé nuage de points & Maquettes numériques*

Document	Annexe F : Droit d'Auteur
Référence Marché	AOO (Appel d'Offre Ouvert)
Version	VA - 21/04/2026
Rédactrice / AMO BIM	Annick DIOUF COCQUET – BSMB (Bureau Sécurité Maintenance des Bâtiments)
Référentiel	ISO 19650   IFC 4   UniFormat II ASTM E-1557-02   NF EN 17412-1
Périmètre	Sites : Barbet de Jouy (BJ) · Lowendal (LW)

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b><i>DISPOSITIONS RELATIVES AUX DROITS D’AUTEUR</i></b>	<b>2</b>
<b>1.1</b>	<b>Nature et qualification juridique de la maquette</b>	<b>2</b>
1.1.1	Définition	2
1.1.2	Qualification juridique	2
1.1.3	Double protection juridique	3
1.1.4	Cession des droits patrimoniaux	3
1.1.5	Objet de la cession	3
1.1.6	Limitations et réserves	4
1.1.7	Modalités de cession des droits patrimoniaux	4
1.1.8	Gestion des contributions successives	4
1.1.9	Évolution de la maquette	5
1.1.10	Droits sur les œuvres dérivées	5
<b>1.2</b>	<b>Dispositions opérationnelles</b>	<b>5</b>
1.2.1	Continuité d'exploitation	5
1.2.2	Traçabilité des contributions	5
1.2.3	Résolution des conflits	5
<b>1.3</b>	<b>Garanties et responsabilités</b>	<b>6</b>
1.3.1	Garanties des contributeurs	6
1.3.2	Limitation de responsabilité	6
1.3.3	Entrée en vigueur et durée	6

## 1 DISPOSITIONS RELATIVES AUX DROITS D'AUTEUR

### 1.1 Nature et qualification juridique de la maquette

#### 1.1.1 *Définition*

La maquette numérique est appréhendée de façon courante, de manière réductrice, comme la représentation graphique, la modélisation d'un ouvrage. Cependant, elle est également, voire avant tout, **une base de données**.

Il est entendu qu'au titre des marchés, la maquette numérique BIM constitue simultanément :

- Une œuvre graphique tridimensionnelle représentant l'ouvrage,
- Une base de données structurée contenant les informations techniques, géométriques et sémantiques,
- Un livrable évolutif destiné à accompagner l'ouvrage tout au long de son cycle de vie.

L'enrichissement de cette base de données (et donc la représentation graphique sous forme de plans, 2D et/ou 3D) et son évolution au fil du temps contribue à la connaissance de l'ouvrage concerné et à son entretien.

Il s'ensuit que les droits qui y sont associés concernent tout à la fois la maquette numérique en tant que représentation graphique et en tant que base de données, avec des régimes de protection distincts.

Au sens du présent Contrat, la maquette numérique constitue un livrable.

#### 1.1.2 *Qualification juridique*

Le principe est que la maquette BIM issue d'un processus collaboratif constitue par nature une œuvre de collaboration au sens de l'article L. 113-3 du Code de la propriété intellectuelle, caractérisée par la contribution créative de plusieurs auteurs, l'impossibilité de dissocier les apports respectifs dans le résultat final et la création d'une œuvre commune indivisible.

Lorsque les contributions sont nettement individualisables et séparables (maquettes disciplinaires autonomes), la qualification d'œuvre

collective pourrait trouver à s'appliquer sous réserve que les conditions de l'article L. 113-5 du code de la propriété intellectuelle (CPI) soient réunies.

### *1.1.3 Double protection juridique*

La maquette BIM et les livrables qu'elle contient (maquettes, plans, schémas, calculs, nomenclature, etc.), peuvent être le résultat d'une forme d'originalité susceptible de bénéficier des droits d'auteur. Le contenu et la structuration de la base de données peuvent bénéficier de la protection prévue par le code de la propriété intellectuelle.

La maquette BIM bénéficie potentiellement d'une protection cumulative :

- **Droit d'auteur** : sur la structure, l'organisation et l'expression créative, étant rappelé que pour qu'une maquette numérique soit protégée par le droit d'auteur, elle doit être originale et résulter d'un travail créatif.
- **Droit des bases de données** : sur le contenu informationnel et sa structuration (articles L. 341-1 et suivants CPI)

### *1.1.4 Cession des droits patrimoniaux*

Une fois la maquette numérique livrée au maître d'ouvrage à la fin des travaux, il est indispensable qu'il puisse utiliser cette maquette et la faire évoluer raisonnablement vers une base d'exploitation.

Les contributeurs ayant contribué à l'élaboration de la maquette cèdent au Maître de l'ouvrage l'ensemble des droits lui permettant un usage opérationnel de la maquette numérique.

### *1.1.5 Objet de la cession*

Les contributeurs cèdent à la MOA les droits patrimoniaux suivants :

- Droit de reproduction et diffusion sur tout support et moyen, numérique ou physique
- Droit d'adaptation et de modification pour les besoins de l'exploitation

- Droit de représentation et de communication au public
- Droit de distribution à des fins d'exploitation de l'ouvrage

#### *1.1.6 Limitations et réserves*

Dans la mesure où la maquette serait concernée par la protection due au titre du droit d'auteur, il est reconnu aux auteurs que leurs droits moraux demeurent inaliénables, notamment le droit de paternité (mention obligatoire des contributeurs) et le droit au respect de l'œuvre (modifications en lien avec l'usage et la fonction de la maquette)

#### *1.1.7 Modalités de cession des droits patrimoniaux*

La cession prend effet dès la livraison définitive de la maquette et s'applique pour toute la durée de protection légale applicable. Le territoire concerné par la cession est étendu au Monde entier.

Ladite cession est consentie pour une rémunération forfaitaire, intégrée dans la rémunération des prestations concourant à la production de la maquette.

#### *1.1.8 Gestion des contributions successives*

La maquette numérique est un objet mouvant dont l'objet même est d'évoluer au fur et à mesure des contributions en vue d'aboutir à la maquette finale, sous la direction ou la diligence du BIM Manager représentant de la MOE.

L'ensemble des contributeurs s'accorde pour fournir une maquette opérationnelle quand bien même il existerait un désaccord entre eux, reconnaissant qu'il serait totalement contre-productif et antinomique de devoir stopper le processus de modification faute d'accord de l'un des contributeurs.

### *1.1.9 Évolution de la maquette*

Chaque phase d'enrichissement (conception, réalisation, exploitation) est à même de générer une œuvre dérivée incorporant les éléments préexistants.

#### *1.1.10 Droits sur les œuvres dérivées*

L'auteur de l'œuvre dérivée acquiert les droits sur sa seule contribution, les droits sur l'œuvre préexistante demeurent soumis au régime initial.

Ce régime initial s'applique à l'œuvre dérivée. Le maître d'ouvrage bénéficie d'une licence d'utilisation sur l'ensemble.

## **1.2 Dispositions opérationnelles**

### *1.2.1 Continuité d'exploitation*

Les contributeurs prennent un engagement de non-blocage et s'interdisent d'invoquer leurs droits d'auteur pour faire obstacle à l'utilisation opérationnelle de la maquette par le maître d'ouvrage.

### *1.2.2 Traçabilité des contributions*

Un registre des contributions est tenu par le BIM Manager, précisant :

- L'identité des contributeurs
- La nature et l'étendue de chaque contribution
- Les dates d'intégration dans la maquette commune

### *1.2.3 Résolution des conflits*

En cas de désaccord entre coauteurs d'une œuvre de collaboration, ils s'engagent à solliciter la médiation obligatoire du BIM Manager et à défaut d'accord, ils autorisent la poursuite de l'usage de la maquette en attendant la résolution du conflit qui les oppose.

### 1.3 Garanties et responsabilités

#### 1.3.1 *Garanties des contributeurs*

Chaque contributeur qui viendrait à se prévaloir de la protection par le droit d'auteur garantit :

- Être titulaire des droits sur sa contribution
- L'originalité de sa contribution
- L'absence de contrefaçon d'œuvres tierces

#### 1.3.2 *Limitation de responsabilité*

La responsabilité des contributeurs au titre des droits d'auteur est limitée au montant de leur rémunération, sauf faute dolosive.

#### 1.3.3 *Entrée en vigueur et durée*

Le présent régime s'applique dès le commencement des prestations BIM et demeure en vigueur pendant toute la durée légale de protection des œuvres concernées.